

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Transport CAILLOT - site Val Clair 2

Z.I. du Buisson Sarrazin
51450 Bétheny

Références : D2 2023-712
Code AIOT : 0005703753

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2023 dans l'établissement Transport CAILLOT - site Val Clair 2 implanté Parc Industriel La Pompelle Rue Marcel Huyghes 51100 Reims. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une action collective destinée à contrôler la bonne mise en application des nouvelles réglementations liées au stockage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Transport CAILLOT - site Val Clair 2
- Parc Industriel La Pompelle Rue Marcel Huyghes 51100 Reims
- Code AIOT : 0005703753
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cet entrepôt de 3 cellules est réglementée par les arrêtés préfectoraux initial n°2010-A-254-IC du 22 novembre 2010 et complémentaire n°2021-APC-015-IC du 15 février 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- état des stocks
- modes de stockages
- incendie, équipements et moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	/	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Sans objet
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Sans objet
5	Etat des matières stockées, information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Sans objet
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	/	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
8	Éclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	/	Sans objet
10	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	/	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet
13	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	/	Sans objet
14	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Moyens et équipements de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13	/	Sans objet
18	issues de secours	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 7.3.3.5	/	Sans objet
19	bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 7.7.8.	/	Sans objet
20	description des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 15/02/2021, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des mesures correctives dans les jours suivant la visite pour l'ensemble des non-conformités constatées lors de l'inspection, ce qui a permis de lever immédiatement les constats. Aucune nouvelle suite n'est donc attendue.

En revanche, l'erreur de plume constatée dans l'arrêté complémentaire de 2021 justifie d'être corrigée par le biais d'un nouvel arrêté complémentaire dont le projet est joint à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant dispose des informations nécessaires pour définir sa situation administrative au titre

des ICPE ainsi que sa rubrique 1510. Le dossier de demande initiale et le porter à connaissance relatif à l'extension de la cellule 3 comportent une étude des flux thermiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : Les installations de stockage sont conformes au champ d'application de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE et au régime de l'"enregistrement" associé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats : L'état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses, a été présenté par cellule. Il est réalisé chaque mois et est accessible à tout moment, même depuis l'extérieur du site en cas d'incident. L'inspection précise que cet état doit être à minima hebdomadaire. Par courriel du 29/09/2023, l'exploitant indique qu'il est désormais réalisé manuellement de manière hebdomadaire et qu'une étude est en cours pour automatiser cette tâche dans leur progiciel de gestion de site. Un inventaire physique est réalisé chaque année, par roulement. L'exploitant dispose avant la réception des matières dangereuses de leur fiche de sécurité (FDS). Ces fiches sont accessibles à tout moment, même depuis l'extérieur du site en cas d'incident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : L'état des stocks tel que présenté et fourni par courriel du 29/09/2023 est intelligible par les pouvoirs publics. Il précise notamment les quantités des matières combustibles, par rubrique et par cellule, leur type de conditionnement et leur spécificité. Un contrôle par sondage a été réalisé lors de l'inspection sur plusieurs références et a confirmé la conformité de l'état des matières stockées indiqué dans le logiciel (intitulé, quantité, emplacement), aux stockages réellement présents dans l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : État des matières stockées, information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'état des stocks tel que présenté, ne fait pas apparaître la classe de dangers (danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement). L'inspection invite l'exploitant à intégrer cette information lisible par le public, au format synthétique de son état des stocks, afin de répondre aux besoins d'information de la population par les services préfectoraux en cas d'incident sur le site. Ce point pourra faire l'objet d'un prochain contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : L'exploitant a mis en place des consignes et procédures de stockage des produits chimiquement incompatibles. En particulier, les produits classés sous la rubrique 4511 de la nomenclature des ICPE sont rangés dans une armoire dédiée, identifiée et fermée à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de

<p>réipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des réipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats : Aucun stockage de liquide inflammable de catégorie 1 (mention de danger H224) en contenant fusible (réipient tout ou partie composé de plastique) supérieur à 30 litres n'a été observé sur le site lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Eclairage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p>
<p>Constats : L'éclairage artificiel est réalisé à partir d'éclairage électrique à LED. Aucune lampe à vapeur de sodium ou de mercure n'a été observée sur le site lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, La détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats : Un dispositif de détection d'incendie automatique avec report d'alarme, est présent dans chaque cellule de l'entrepôt, ainsi que dans les locaux administratifs. Ce dispositif est asservi aux portes</p>

coupe feu, avec transmission au poste de garde 24/24 centralisé des sites du groupe, ainsi qu'aux cadres d'astreinte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques (.../...)</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>(.../...)</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats : Le dernier exercice de défense incendie a été réalisé le 21/12/2022. Il a fait l'objet d'un compte rendu et d'un retour d'expérience. La formation du personnel extérieur est dispensée par le biais du Plan de Prévention réalisé avec chaque entreprise intervenant sur le site. Des robinets d'incendie armés (RIA) et des extincteurs sont présents et contrôlés annuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée : Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h</p>

durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

L'exploitant a défini ses besoins en eaux via le document technique dédié D9. Ils sont estimés à 480m³, soit 240m³ par heure pendant 2 heures. La disponibilité en eaux est ainsi constituée de 3 poteaux incendie publics d'un débit de 60m³/h, complétés par une cuve de 120m³ d'eau implantée sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;

<ul style="list-style-type: none"> - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
Constats :
Un plan de défense incendie (PDI) a été établi pour le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
Constats :
Une étude des flux a été réalisée pour le site, par cellule ainsi que la modélisation d'un incendie propagé aux cellules voisines. Aucune zone d'effet thermique de 8kW/m ² ne sort de l'emprise du site, ni n'atteint des tiers. Seuls des effets thermiques de 3kW/m ² sortent des limites au sud-ouest du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Moyens et équipements de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
 - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- « - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Constats :

Un robinet d'incendie armés (RIA) est difficilement accessible en cellule 2, du fait du mode de stockage pratiqué, et sa manœuvre impossible.

Les organes de manœuvre de la cuve de 120m³ d'eau destiné à la défense incendie sont inaccessibles aux services d'incendie (art 13 AM11/04/17 + art.7.7.3 AP 2010). De plus, des palettes sont entreposées sur l'aire matérialisée dédiée aux services d'incendie au droit de cette cuve de 120m³.

L'accès des cellules doit être à moins de 100m (distance mesurée par voie praticable) des poteaux incendies, en particulier du poteau sur la voie publique au droit de la cuve de 120m³ (notamment grillage à contourner et nombreuses palettes en extérieur entre le poteau et le bâtiment).

Par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a transmis des photos et précisé que le RIA concerné avait été dégagé, l'accès à la cuve et une aire dédiée aux services de secours ont été rétablis, et des palettes stockées en extérieur ont été déplacées afin de permettre un tracé direct entre le poteau incendie situé au droit de la cuve et l'entrepôt. Des marquages "accès pompiers" ont été ajoutés au sol.

Observations :

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'ensemble des moyens d'extinction présents sur le site doivent être disponibles et accessibles à tout instant.

De plus, l'inspection invite l'exploitant à prendre contact avec le SDIS 51 afin de réfléchir à améliorer leur accès aux poteaux incendie situé sur le domaine public au droit du site en cas d'incendie. En particulier, une ouverture pourrait judicieusement être créée dans la clôture au droit du poteau incendie faisant face à la cellule 2 de l'entrepôt, avec pose de portail de 1,80m de large minimum, manœuvrable avec un triangle pompiers, avec création d'un accès stabilisé avec une pente maximale conseillée de 10%, comme préconisé par les services de secours départementaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : issues de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 7.3.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>[...]</p> <p>Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.</p> <p>Le balisage au sol des chemins d'évacuation doit être parfaitement entretenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les issues de secours, et en particulier compte tenu du mode de stockage dans la cellule 2, il a été demandé à l'exploitant de justifier de la conformité des distances à parcourir en tout point de chaque cellule jusqu'à ces issues. Dans le cas où une non-conformité serait confirmée, le plan de stockage serait à revoir sans délai.</p> <p>Également, la cohérence avec le mode de stockage utilisé pour les simulations des flux thermiques dans le logiciel flumilog (orientation et dimensions allées, distances aux parois, ...) est à confirmer.</p> <p>Les issues de secours ne sont pas repérables en tout point de la cellule 2 par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès pas convenablement balisés.</p> <p>Les plans d'évacuation affichés ne sont pas à jour dans les cellules 1 et 2 (en particulier, l'extension de la cellule 3 n'est pas prise en compte).</p> <p>Par courriel du 29/09/2023, l'exploitant nous a transmis des plans, schémas et photos, en précisant que les culs-de-sacs en cellule 2 venaient d'être supprimés par la création de passages sous racks afin de garantir les bonnes distances d'évacuation. Un marquage au sol a été ajouté pour baliser le passage. Des blocs de secours ont été ajoutés en fond de cellule pour compléter la matérialisation des passages.</p> <p>Concernant la simulation flumilog, l'exploitant confirme que la configuration des racks n'a pas évolué et que le pouvoir calorifique du vin sur lattes est largement inférieur à des palettes d'emballages 1510.</p> <p>Les plans d'évacuation obsolètes ont été mis à jours et d'ores et déjà affichés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 19 : bassin de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2010, article 7.7.8.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et capacité de minimale 3200 m3.</p> <p>Le dispositif est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bassin de régulation / confinement : 2600 m3 • Mise en rétention des cellules (seuil de 5 cm) : 600 m3
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, le bassin de rétention n'était pas vide et contenait des eaux pluviales. Il a été demandé à l'exploitant de justifier de la disponibilité de la capacité de 2600m3 attendus dans ce bassin et préciser comment il lui était possible de le vérifier à tout instant.</p> <p>Par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a transmis un rapport photographique et précisé qu'un</p>

dispositif de contrôle visuel (indicateur suspendu au dessus du niveau de l'eau depuis une perche), permettant de vérifier en permanence le niveau du bassin, était installé. Lorsque le niveau de l'eau atteint l'indicateur, la capacité de rétention restante est de 2880m3, soit supérieure aux 2600m3 requis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : description des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2021, article 3
Thème(s) : Situation administrative, description des bâtiments
Prescription contrôlée : description des bâtiments
Constats : Lors de la préparation de la visite d'inspection, il a été constaté une erreur de plume dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-APC-015-IC du 15 février 2021, et concerne la description des bâtiments. En effet, certaines données ont été inversées dans l'article 3 entre les cellules 1 et 3, et portent confusion de par leur incohérence avec les données contenues dans l'article 4 du même arrêté. Aussi, l'inspection juge nécessaire de corriger cette erreur par le biais d'un arrêté complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet